

# Notes de prospective

## Concilier deux futurs

**Philippe Pochet**

Directeur général de l'Institut syndical européen,  
Professeur à l'Université catholique de Louvain,  
Visiting Senior Fellow, LSE

Les *Notes de prospective* sont une publication de l'Institut syndical européen (ETUI, *European Trade Union Institute*) proposant des articles de réflexion stratégique sur les enjeux futurs du monde du travail. Cette publication est éditée par l'Unité prospective de l'ETUI, dont les deux principaux axes de travail sont la transition climatique et les nouvelles technologies. Les *Notes de prospective* sont également disponibles en anglais sous le titre: *Foresight Brief*.

### #03 - Novembre 2017

Les opinions exprimées ici n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'ETUI.

#### Directeurs de publication de la série:

Christophe Degryse  
Philippe Pochet  
Aída Ponce Del Castillo

#### Responsable de ce numéro:

Christophe Degryse,  
cdegryse@etui.org

Plus d'informations sur  
[www.etui.org](http://www.etui.org) > Unité prospective

© ETUI aisbl, Bruxelles, 2017  
Tous droits de reproduction réservés  
ISSN 2507-1521

Le changement climatique et la digitalisation de l'économie sont sans conteste les deux grandes tendances structurantes pour les décennies à venir. Pourtant peu d'efforts sont faits à ce jour pour les considérer de manière conjointe, et non distincte. Si l'avenir peut toujours être façonné, il faut pour cela pouvoir le penser. Or précisément, le cloisonnement des analyses de la transition climatique et de la digitalisation n'y aide pas. Les combiner n'est pas simple car ces analyses sont portées par des communautés académiques et des dynamiques sociales distinctes. L'objectif de cette *Note de prospective* est d'ouvrir un débat. Dans les lignes qui suivent, nous analyserons tout d'abord les variantes de ces deux récits. Nous interrogerons ensuite leur possible articulation et hiérarchisation, pour se poser la question de l'émergence d'un capitalisme digital et vert et ses conséquences. Finalement, nous proposerons un scénario de changement en deux temps.

Les politiques publiques pour faire face au réchauffement climatique et encadrer la digitalisation de l'économie auront des impacts importants sur les modèles économiques des entreprises, sur l'évolution du nombre d'emplois, les nouvelles formes de travail et les conditions de travail (Degryse 2016, Laurent et Pochet 2015). Les conséquences de ces deux méta-changements – climat et digitalisation – sont potentiellement énormes. Ils font pourtant l'objet d'analyses le plus souvent distinctes. Mis ensemble dans un moteur de recherche, ces deux termes donnent certes de nombreux résultats,

---

Si le futur peut toujours être maîtrisé, il faut pour cela pouvoir le penser. Or précisément, l'existence de deux méta-narratifs séparés n'y aide pas.

---

mais les approches intégrées sont très rares. Lorsqu'un lien existe, c'est souvent de manière subordonnée, par exemple comment la révolution digitale pourrait-elle favoriser la transition écologique? ou au contraire comment cette révolution accentuera-t-elle le réchauffement climatique en raison de sa consommation énergétique croissante et souvent cachée des *big data*? Mais la question fondamentale de la nature des impacts

sociaux combinés (quoique différenciés) des politiques de lutte contre le réchauffement climatique et de la digitalisation de l'économie ne semble pas encore abordée de front.

Or il ne peut y avoir deux futurs. Cette tentative de compréhension et de conciliation n'est pas simple. Les acteurs et les dynamiques sociales ne sont pas les mêmes. Les communautés académiques qui se sont emparées de ces sujets sont différentes et les options nombreuses. Les données et les scénarios d'avenir restent, dans les deux cas, des questions ouvertes. Certains aspects sont relativement bien étudiés et les projections sont relativement connues (les émissions de CO<sub>2</sub> par exemple), mais d'autres demeurent inconnus ou controversés, particulièrement les conséquences en matière de destructions/créations d'emplois. Ainsi la digitalisation menacerait 47% d'emplois selon certaines études (Frey et Osborne 2013), mais moins de 10% selon d'autres (Arntz *et al.* 2016). Il n'y pas de déterminisme technologique ou climatique; et tout dépendra en particulier de choix et d'orientations politiques, réglementaires, économiques, sociaux... Si le futur peut toujours être maîtrisé, il faut pour cela pouvoir le penser. Or précisément, l'existence de deux méta-narratifs séparés n'y aide pas.

Les lignes qui suivent tentent donc un premier essai de clarification. Toutefois une précaution s'impose. En l'absence, précisément, d'une approche unifiée entre les deux domaines, les réflexions qui suivent relèvent plus d'une reconstruction personnelle, et donc en partie subjective, de cette conciliation de deux futurs, que d'une revue exhaustive de la littérature. Le texte qui suit est divisé en quatre parties. L'analyse des variantes des deux récits, la question de leur articulation et hiérarchisation, une interrogation sur l'émergence d'un capitalisme digital et vert, et finalement des remarques conclusives sur un scénario de changement en deux temps.

## 1. Deux récits avec des variantes: évolution ou révolution

Une première constatation est que ces deux grandes visions du futur ont chacune (au moins) deux versions : pour l'une, il s'agit d'une évolution radicale, pour l'autre d'une révolution, c'est-à-dire d'un changement de paradigme.

Dans la première version, le changement tant digital que climatique est considéré comme largement maîtrisable avec les moyens et institutions de la société d'aujourd'hui. Il ne s'agit pas de changer de logiciel mais de l'adapter. Par exemple, il faut moderniser la protection sociale en l'adaptant aux nouveaux parcours professionnels. Cette approche se retrouve assez souvent dans les social-démocraties des pays nordiques, qui sont des économies ouvertes devant innover pour rester compétitives et ayant entamé une transition énergétique sans grands débats internes. Cette approche se retrouve également dans les débats allemands autour de l'industrie 4.0 (BMBF 2016).

Dans la seconde version, le changement est vu comme un changement de paradigme, pour lequel il faudra non pas adapter mais repenser complètement une série de fondamentaux de la société. Selon ce récit de la crise écologique et climatique, nous devons trouver un modèle économique de décroissance et de nouveaux systèmes de redistribution. Par exemple en matière de protection sociale, il faudra revoir complètement les fondamentaux et soutenir par exemple un revenu universel.

Évolutifs ou révolutionnaires, ces deux grands scénarios doivent être évidemment analysés et approfondis de manière séparée car ils sont soumis à des forces et façonnés par des acteurs distincts. Ce qui rend l'exercice particulièrement compliqué est qu'il faut ensuite combiner différents scénarios et sans doute les hiérarchiser avec une large incertitude (à reconnaître pleinement) sur les futurs plausibles. Par exemple en matière de transport : va-t-on vers la poursuite du modèle actuel des véhicules individuels motorisés (mais cette fois électriques), ou vers le développement de transports collectifs (trains, bus électriques), avec un investissement massif de l'État et le développement d'une mobilité dite douce (vélo/marche)? Ou encore, s'orienter-t-on vers une sorte de Blablacar électrique généralisé (collaboratif ou capitaliste)? Les trois options sont possibles. Elles mixent environnement et technologies mais ont des enjeux et des conséquences individuelles et collectives différentes en termes d'acteurs publics et privés, d'investissements, de géographie économique.

Une première constatation est que ces deux grandes visions du futur ont chacune (au moins) deux versions : pour l'une, il s'agit d'une évolution radicale, pour l'autre d'une révolution.

## 2. Articulation et hiérarchisation

Une manière d'approcher les différences entre transitions numérique et climatique a été proposée dans le numéro de FING (2015) et a été repris en synthèse comme suit dans le blog du *Monde* : « Si les transitions éco-

logiques ont un but, elles ne connaissent pas le chemin pour y parvenir, à l'inverse, si la transition numérique transforme le monde, elle ne sait pas toujours dans quel but. Ces deux transitions ont besoin l'une de l'autre pour coordonner leurs objectifs à leurs moyens. Il est nécessaire de rapprocher les acteurs du changement climatique des acteurs de la technologie. »<sup>1</sup>

Ceci indique donc une certaine hiérarchie entre les deux récits. La transition écologique est un impératif sous peine d'avoir un monde soumis à des phénomènes extrêmes et une incapacité de revenir en arrière. Les rapports du GIEC et les scénarios et probabilités liées à ceux-ci deviennent de plus en plus précis. On fait face à quelque chose de nouveau, même si la transition climatique paraît moins visible (hors événements extrêmes) que la « révolution

digitale », et peine donc davantage à mobiliser les acteurs collectifs.

Tandis que, comme son nom l'indique, la nouvelle révolution technologique n'est que, selon les auteurs, la 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> ou 5<sup>e</sup> révolution technologique du capitalisme (Valenduc et Vendramin 2016). Dans cette optique et avec une approche de moyen terme, la transition numérique peut donc être pensée de façon plus traditionnelle comme un facteur

de croissance et d'opportunités de redistribution si elle est maîtrisée et encadrée. Cela n'empêche pas que certains aspects de la transition numérique puissent émerger brutalement dans la vie quotidienne et requérir des mesures rapides (tout en permettant également des mobilisations rapides ; voir le cas Uber).

Si l'on est d'accord pour considérer que nous sommes bel et bien face à différents récits crédibles pour le futur, et qu'il faut les articuler tout en les hiérarchisant, comment procéder ? Nous proposons de travailler en deux temps : voir les points communs et les points de tensions.

---

La transition écologique est un impératif sous peine d'avoir un monde soumis à des phénomènes extrêmes et une incapacité de revenir en arrière.

---

## 2.1 Les zones de consensus

Le premier point commun est l'idée partagée qu'il y aura une « rupture ». En matière technologique, on a atteint un point de basculement, un moment « disruptif » par rapport à la puissance des ordinateurs et la gestion des données. En matière de climat, l'enjeu est d'éviter un taux maximum d'émission sans quoi le climat deviendra incontrôlable (basculement). C'est un point important, car il signifie qu'on ne retournera pas à l'état antérieur, par exemple aux Trente Glorieuses ni que se poursuivra indéfiniment la période actuelle de globalisation néolibérale. Les deux nous forcent à nous projeter dans le futur.

S'il y a rupture, il y aura nécessairement une « transition ». Bien que différents scénarios soient possibles (ETUI 2017), cette transition mènera vers quelque chose de différent, et sans doute à terme vers un état plus stable. Cette transition se fera au cours des 20 ou 30 prochaines années et les changements iront croissants. Il s'agit donc en principe d'un processus dynamique plus que d'un grand basculement (à moins, bien sûr, d'un grand basculement climatique dû à l'inaction).

Autre point commun : les deux récits s'ancrent dans une foi inébranlable dans les vertus de la technologie. C'est évident en ce qui concerne le « nouveau » monde digital ; mais il y a tout autant l'idée que le défi climatique pourra être relevé au moins en partie par les technologies, en particulier pour la transition énergétique, les évolutions des technologies solaires, éoliennes, etc. Toutefois, alors que dans le premier récit les évolutions technologiques sont plutôt des ruptures (machines apprenantes), dans le second elles existent déjà et doivent être optimisées.

Vu l'importance de la technologie, un nouveau point commun apparaît : dans les deux récits, l'éducation et la formation tout au long de la vie sont présentées comme le meilleur moyen de se préparer aux changements à venir. Il s'agit ici d'un consensus large soutenu également par la Commission européenne (Commission européenne 2016). Thème apparemment consensuel repris par la plupart des acteurs. Toutefois quelles sont précisément les compétences nécessaires pour le futur ? Ce n'est pas aussi clair qu'il n'y paraît à première vue. Les compétences relationnelles, les capacités de collaboration et de transversalité pourraient être celles les plus utiles dans un monde où les machines apprennent de plus en plus vite et dépassent les compétences humaines dans un nombre chaque jour plus important de domaines.

L'éducation et la formation tout au long de la vie sont présentées comme le meilleur moyen de se préparer aux changements à venir.

## 2.2 Les différences

Inversement, il y a des aspects qui sont différents, ou pour lesquels les pondérations sont différentes. En particulier à propos de niveau d'action pertinent à privilégier, de la compétition ou de la coopération.

### Local vs global

Le récit de la digitalisation nous dit : « Le monde est global et en réseau. » Ce renforcement de la globalisation entraîne une concurrence accrue entre des travailleurs de l'ensemble des pays pour des tâches parcellisées, notamment via les plateformes de sous-traitance en ligne. Cela touche de plus en plus de métiers, y compris ceux qui jusqu'aujourd'hui semblaient relativement protégés, comme la traduction par exemple. Il se produit l'émergence de nouveaux modèles productifs, les plateformes capitalistes restructurent radicalement le tissu économique au niveau global.

Le récit environnemental est quant à lui beaucoup plus régional par ses aspects de mondialisation décroissante du fait du coût croissant de l'énergie et de la réduction obligatoire des émissions liées au transport. L'échelle devient de plus en plus locale soulignant, par exemple, la nécessité de circuits courts et de l'économie circulaire. Ceci étant, il faut noter qu'une partie du récit sur la digitalisation (les « makers », les imprimantes 3D, les nouveaux artisans, Anderson 2012) s'aligne aussi partiellement sur ce nouveau localisme.

C'est ici le premier point de rupture : local *versus* global ou local globalisé ou encore global localisé. Quelle est l'échelle pertinente pour l'action politique, réglementaire, sociale ?

## Compétition vs coopération

Le récit digital met la priorité sur la compétition et l'innovation. Ainsi l'agenda digital européen se centre sur la compétition avec les États-Unis et la lutte contre la Chine dans le leadership mondial des technologies du futur. Ceci est lié à l'inégalité croissante et l'idée que, dans cette nouvelle économie, le gagnant remporte toute la mise (*the winner takes all*, Thiel 2016). Dans ce récit, la notion de travail s'estompe, elle devient parcellaire (effectuer des tâches plutôt qu'avoir un emploi, être auto-entrepreneur), les limites entre travail et loisir deviennent de plus en plus floues (on reste connecté en permanence). C'est aussi une société où la classe moyenne se creuse progressivement.

Au contraire, l'agenda écologique met l'accent sur la coopération, la nécessité de trouver des solutions communes. Pour réussir la transition climatique, la question de l'égalité est centrale comme celle de la justice, la justice environnementale ou la transition juste, selon les mots du mouvement syndical. Le récit environnemental met l'accent sur l'économie sociale au sens large, sur la capacité de retrouver le contrôle de son temps, de faire sens aux activités rémunérées ou non (Meda 2013). Toutefois des éléments

d'une transition plus rapide que prévu vers un capitalisme vert, notamment dans le domaine énergétique et des transports, se multiplient (voir ci-dessous).

C'est le deuxième point de tension. Si la coopération et la solidarité sont des mots clés comment l'exprimer dans un monde globali-

sé ? Pour conclure provisoirement, s'il y a des points de convergence entre les deux récits, il y a aussi de fortes différences en termes de vision sur le travail, de l'égalité, et la réorganisation de l'espace. Elles ne sont pas non plus irréductibles et des approches complémentaires peuvent aussi émerger (Bauwens 2013).

---

Pour réussir la transition climatique, la question de l'égalité est centrale comme celle de la justice.

---

## Le rôle des acteurs

Quand il y a changement de narratif, il n'y a jamais « basculement » brutal ; on n'est jamais dans « du jour au lendemain ». Comme le souligne Robert Boyer (2015 p. 311) : « Aucune grande crise ne s'est traduite par un amendement à la marge du modèle antérieur (...). Les révolutions technologiques ne portent leurs fruits qu'après la synchronisation d'un ensemble d'organisations, d'institutions, de compétences et d'interventions publiques (...). La multiplicité des acteurs, des intérêts, des visions et des stratégies implique un long processus de tâtonnement puis d'apprentissage avant que s'affirme un régime viable à l'échelle d'une génération. »



Un tel changement est, par essence, long, complexe, avec des avancées et des reculs, avec des conflits, parce que d'importants intérêts sont en jeu, notamment ceux des gagnants du narratif précédent. Voilà pourquoi il faut prendre la variable temporelle en considération : tout ne va pas changer d'un jour à l'autre ; il y aura même des séquences de reculs, des développements qui se passeront et qui sembleront totalement incohérents. C'est là l'importance d'une direction claire mais flexible car, comme nous l'avons vu, coexistent différents scénarios.

En revanche, sur le plan des acteurs, les deux récits ont des formes d'alliances politiques différentes. L'économie digitale met en scène des plateformes capitalistes qui captent la valeur ajoutée, face à une fragmentation de la force de travail, parcellisée et le plus souvent globalisée. En cela, rien de neuf pour la gauche, et peut-être un retour en arrière, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. D'une certaine façon, les recettes sont bien connues et la partie des plateformes localisées (Uber, Airbnb, les emplois de services de proximité, jardinier, baby-sitter, livraison...) sont relativement faciles à réglementer. Les luttes sociales et syndicales ressortissent de pratiques et répertoires d'action connus, y compris ceux relevant du droit pour requalifier les emplois.

À cet égard, le cas du changement climatique est plus complexe. Il s'agit de convaincre une large partie de la population, sur un temps très long, de choix conséquents en matière de transition qui touchent tant la production que la consommation. Ceci devrait faire l'objet d'un consensus large et persistant au-delà des cycles électoraux (Stern 2015). C'est un changement radical dans les règles du jeu politique qui est le plus souvent fait d'oppositions aux politiques menées par le gouvernement précédent (voir, par exemple, les revirements politiques de l'administration Trump aux États-Unis).

Le risque d'une telle approche où tout le monde est responsable et tout le monde doit agir est de ne pas tenir compte des responsabilités différenciées – la consommation d'un Américain *versus* un Éthiopien par exemple – et d'éliminer l'analyse critique du capitalisme et les limites d'un capitalisme vert.

---

Un tel changement est, par essence, long, complexe, avec des avancées et des reculs, avec des conflits, parce que d'importants intérêts sont en jeu.

---

### **3. Vers un capitalisme digital et... vert ?**

Mais n'est-ce pas ce qui est en train de se produire ? On assiste en effet à une révolution énergétique qui est bien plus rapide que prévu. On le sait depuis des années : la Chine tente avec un succès croissant de limiter l'usage du charbon et de promouvoir les énergies vertes. Ceci se marque maintenant dans les chiffres avec une réduction relative de la part du charbon utilisé. L'Inde suit le même cours et les dernières centrales solaires ont été attribuées sur une base de prix inférieure au charbon. La Corée, le Japon et Taïwan viennent également d'adopter un agenda beaucoup plus ambitieux de transition énergétique. Et on peut multiplier les exemples.

Que se passe-t-il ? Il s'agit moins d'une victoire de ceux qui souhaitent un changement de paradigme économique que celle du libéralisme classique. Les énergies vertes sont devenues à de nombreux endroits – et vont rapidement devenir dans beaucoup d'autres – moins chères que les énergies conventionnelles. Prenons l'exemple américain. Le Texas est un des États où le solaire et l'éolien progressent le plus vite pour une simple raison : la transition y est rentable. Le nord du Texas est très venteux (surtout la nuit) et peuplé d'éleveurs et d'agriculteurs républicains dans des petites communautés rurales. Ils peuvent se faire des dizaines de milliers de dollars en autorisant la mise en place de parcs d'éoliennes dans leurs champs. La même chose est en train de se produire au Kansas, un État aux plaines venteuses et traditionnellement républicain. Plus de 50 % de l'électricité vient de l'éolien et cela s'accompagne d'ambitions d'accroissement de la production et d'exportation vers d'autres États du pays.

Le même phénomène commence à se produire dans le secteur automobile. Selon les projections de Bloomberg (Bloomberg New Energy Finance 2017), dans 8 ans les voitures électriques ne seront pas plus chères que les

voitures à essence et leurs ventes mondiales dépasseront celles des voitures traditionnelles en 2037. Le coût des batteries électriques passerait de 1000 dollars en 2010 à 73 en 2030 (il a déjà diminué à 280\$ environ en 2016).

En fait, l'analyse dominante était que les prix des énergies classiques devaient rester élevés (peak oil) et qu'il fallait de larges subsides, au moins au départ, pour réduire progressivement le prix des énergies vertes. Or il

apparaît maintenant que même avec un prix des énergies classiques moyen et des subsides en recul, le prix des énergies vertes devient compétitif, y compris avec le charbon, beaucoup plus rapidement que prévu.

La transition vers un capitalisme vert pourrait donc s'effectuer beaucoup plus rapidement qu'escompté. On peut argumenter qu'une fois le mouvement lancé, les investissements se multiplieront et la recherche/développement se renforcera ayant des effets cumulatifs. De ce point de vue, le discours politique du président des États-Unis, Donald Trump, est totalement sans objet car il ne s'agit plus ici de croire ou non dans les effets du changement climatique mais de voir des opportunités d'affaires et de profits.

Bien sûr cette transition vers un capitalisme vert ne résout pas les problèmes des limites écologiques de notre planète, de la surconsommation, des limites de la mobilité (les voitures électriques ne feront pas disparaître les embouteillages...). Ce qui change c'est que les acteurs traditionnels de l'économie capitaliste vont investir massivement et, qu'en conséquence, des secteurs traditionnels comme l'énergie et les transports vont connaître un basculement beaucoup plus rapide que prévu.

Il s'agit d'un passage d'une contrainte (être plus vert) à des opportunités (faire de l'argent vert). Certains y voient une opportunité de redéfinir les bases d'un capitalisme vert (Hart 2007), beaucoup d'autres sont plus sceptiques. Et du fait que les investissements se font pour le moment dans des

---

Même avec un prix des énergies classiques moyen et des subsides en recul, le prix des énergies vertes devient compétitif beaucoup plus rapidement que prévu.

---



projets géants, on risque de voir naître de nouveaux oligopoles verts. Si cette transition se confirme, cela nous conduirait à une double évolution du capitalisme, qui deviendrait vert et digital.

#### **4. En guise de conclusion : un changement de narratif à deux temps**

La faiblesse actuelle de la gauche et des syndicats, l'absence d'un mouvement social fort nécessitent d'agir en deux temps. Mais cette phase nécessaire n'est évidemment pas suffisante. Elle doit permettre de renforcer une approche critique mais surtout de bâtir un véritable récit novateur, non pas partagé par une petite élite mais par une large majorité des acteurs. Elle doit permettre de réorienter les discours et les pratiques numériques d'un modèle de plateformes capitalistiques extractives vers un modèle collaboratif (Bauwens et Niaros 2016). La force du capitalisme est bien son adaptabilité rapide. Le changement de paradigme passe par un changement constant et cohérent de direction. C'est pourquoi, il nous faudrait sans doute distinguer entre les stratégies à court/moyen terme et celles à long terme, et les articuler dans le temps et l'espace.

Pour le court/moyen terme, l'enjeu principal est de rassembler, de constituer une force de plus en plus puissante, avec des syndicats, des mouvements sociaux, des ONG, et sans doute aussi des organisations de consommateurs sensibilisées aux questions de développement et de consommation durables, des entrepreneurs, des PME, des indépendants qui ont une vision « soutenable » de l'économie (économie circulaire, recyclage, nouveaux modes de gestion plus responsables – et plus économes – des ressources, etc.) et souvent plus « justes » aussi (en particulier les sous-traitants de grandes entreprises, les agriculteurs qui travaillent pour l'agro-industrie ou la grande distribution, et qui sont écrasés par les logiques financières de leurs donneurs d'ordre).

Pour rassembler le plus largement possible, sans doute ne faut-il pas un très long programme revendicatif extrêmement détaillé. Il faudrait au contraire quelques points stratégiques susceptibles d'emporter progressivement l'adhésion la plus large possible. Et ici la question des inégalités nous semble centrale. L'enjeu principal est de sortir d'un capitalisme prédateur. En termes de méthodologie, il faudrait construire autour d'une dynamique de plus en plus puissante pour (re)trouver une capacité de peser réellement sur le narratif global. Ceci est une tâche bien plus complexe car les oppositions au changement seront frontales.

Y arriver peut passer par l'organisation de « tables de consensus » et de « tables de conflits ». Les tables de consensus consisteront à examiner avec les autres acteurs ce sur quoi on est d'accord. Ainsi, entre les forces de gauche et du centre, les ONG et les syndicats, certaines fractions des entrepreneurs, même certains opérateurs sur les marchés financiers, il y a d'ores et déjà une série d'accords et de coopérations. Un exemple intéressant dans le domaine du changement climatique est celui de la coopération entre les syndicats bri-

**L'enjeu principal est de sortir d'un capitalisme prédateur.**

tanniques (TUC) et Greenpeace qui ont formulé dans le même document leurs points de consensus et leurs divergences, tel le dossier de la capture du carbone<sup>2</sup>. Il n'est pas interdit d'enregistrer que des avis sont différents sur bien des points tant que cela autorise déjà à bâtir progressivement sur ce qui est commun. On n'élude ni les conflits réels et à penser comme tels, ni les difficultés, mais le dialogue permet néanmoins une conversation sur les désaccords, et donc la possibilité de progresser. C'est aussi ce qui s'est passé aux États-Unis autour de la blue-green alliance regroupant certains grands syndicats américains et des ONG environnementales. Cette méthodologie n'est pas toujours évidente, mais quelle serait l'alternative si l'objectif est de rassembler sur le long terme ?

En termes d'espace pertinent, les grandes villes nous semblent le locus idéal. Malgré les déroutes électorales au niveau national, de nombreuses grandes villes sont gouvernées par la social-démocratie le plus souvent en

---

## En termes d'espace pertinent, les grandes villes nous semblent le locus idéal.

---

alliance avec d'autres partis de gauche, écologistes ou centristes. Elles sont des lieux d'innovations et d'expérimentations, y compris dans les nouvelles formes de gouvernance et de participation (voir, par exemple, les villes rassemblées dans le C40). Elles sont aussi un lieu de vécu partagé, même si inégalement,

par exemple d'embouteillage ou de pollution de l'air. Ce sont des espaces où les progrès peuvent être suivis et remarqués assez rapidement.

Enfin, il est nécessaire de consolider une réflexion sur le long terme. Ce doit être en quelque sorte un horizon : une société inclusive, où l'économie est un instrument et non une fin, où le travail et l'emploi visent le développement et l'épanouissement humain, où les inégalités sont réduites, et où les risques sociaux et environnementaux sont pris en charge collectivement.

Le rapport de force, pour parvenir à cette société inclusive, sera central car les élites qui tirent profit de la situation actuelle s'opposeront de toutes leurs forces à une société plus juste. Il faudra donc aussi s'attacher à remettre la question de la redistribution au cœur des politiques. Rassembler nos forces et les articuler de manière cohérente, constante mais flexible dans une perspective de long terme : tel pourrait être le nouveau mot d'ordre pour faire face aux défis qui se posent à nous pour les 20 ou 30 prochaines années. ●

2. Les syndicats britanniques affirment que cette technologie est viable, notamment parce que les Écossais pensent pouvoir utiliser pour cela les puits de pétrole; les ONG quant à elles pensent que la capture de carbone est une technologie sans issue.

## Références bibliographiques

- Anderson C. (2012) *Makers: the new industrial revolution*, New York, Crown Publishing Book.
- Arntz M., Gregory T. et Zierahn U. (2016) *The risk of automation for jobs in OECD countries: a comparative analysis*, Paris, OCDE.
- Bauwens M. et Lievens J. (2015) *Sauver le monde: vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer*, Paris, Les Liens qui libèrent.
- Bauwens M. et Niaros V. (2016) *The emergence of peer production: challenges and opportunities for labour and unions*, Policy brief 3/2017, Brussels, ETUI.
- Bloomer New Energy Finance (2017) *New energy outlook 2017*.
- BMBF (Bundesministerium für Bildung und Forschung) (2016) *Zukunftsprojekt Industrie 4.0.*, <https://www.bmbf.de/de/zukunftsprojekt-industrie-4-0-848.html>
- Bock A.K., Bontoux L., Figueiredo do Nascimento S. et Szczepanikova A. (2016) *The future of EU collaborative economy*, JRC Science for Policy report, Luxembourg Publications Office of the European Union.
- Boyer R. (2015) *Economie politique des capitalismes: théorie de la régulation et des crises*, Paris, La découverte.
- BP (2017) *Statistical Review of World Energy*, June 2017.
- Commission européenne (2016) *The future of work, skills and resilience for a world of change*, EPSC Strategic Notes 13/2016.
- Degryse C. (2016) *Les impacts sociaux de la digitalisation de l'économie*, Working Paper 2016.02, Bruxelles, ETUI.
- ETUI (2017) *Façonner l'économie digitale en 2030. Six scénarios de la recherche à l'action*, Note de prospective, à paraître.
- FING (Fondation Internet Nouvelle Génération) (2015) *Transitions: cahier d'enjeux et de prospective*, Questions numériques 2015.
- Frey C.B. et Osborne M. (2013) *The future of employment: how susceptible are jobs to computerisation?*, Oxford, University of Oxford.
- Hart (2010) *Capitalism at the Crossroads: Next Generation Business Strategies for a Post-Crisis World*, Pearson education
- Laurent E. (2011) *Social-écologie*, Paris, Flammarion.
- Laurent E., Pochet P. (2015) *Pour une transition sociale-écologique. Quelle solidarité face aux défis environnementaux?* Paris, Les Petits Matins.
- Meda (2013) *La mystique de la croissance: comment s'en libérer?* Flammarion.
- Stern N. (2015) *Why are we waiting? The logic, urgency and promise of tackling climate change*, Cambridge, MIT Press.
- Thiel P. (2016) *De zéro à un: comment construire le futur*, Paris, Jean-Claude Lattes.
- Valenduc G. et Vendramin P. (2016) *Le travail dans l'économie digitale: continuités et ruptures*, Working Paper 2016.03, Bruxelles, ETUI.

# Notes de prospective

